

Jean-Jacques Pluchart
Jean-Louis Chambon

Préface de Jean-Claude Trichet
Postface de Kathleen Wantz-O'Rourke

La Pensée économique française

Les nouveaux enjeux

200 chroniques de livres (2016-2022)

The background of the bottom half of the cover features a stylized economic chart. It includes a grid of horizontal and vertical lines. A blue line graph with circular markers shows a fluctuating trend. Below the line graph, there are several vertical bars of varying heights, resembling a bar chart. The overall color scheme is dark blue with lighter blue highlights.

Vuibert

La Pensée économique française : les nouveaux enjeux

Jean-Jacques Pluchart

Professeur émérite à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Jean-Louis Chambon

Président fondateur du Cercle Turgot

Préface de Jean-Claude Trichet

Postface de Kathleen Wantz-O'Rourke

Vuibert

Composition intérieure: Le vent se lève...
Couverture: Nathalie Dudek

ISBN : 978-2-311-41301-4

La loi du 11 mars 1957 n'autorisant aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale, ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite » (alinéa 1^{er} de l'article 40).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code pénal.

Le « photocopillage », c'est l'usage abusif et collectif de la photocopie sans autorisation des auteurs et des éditeurs. Largement répandu dans les établissements d'enseignement, le « photocopillage » menace l'avenir du livre, car il met en danger son équilibre économique. Il prive les auteurs d'une juste rémunération. En dehors de l'usage privé du copiste, toute reproduction totale ou partielle de cet ouvrage est interdite. Des photocopies payantes peuvent être réalisées avec l'accord de l'éditeur.

S'adresser au centre français d'exploitation ou du droit de copie :

20, rue des Grands-Augustins, F-75006 Paris. Tél. : 01 44 07 47 70

© Magnard-Vuibert, août 2023 – 5, allée de la 2^e DB, 75015 Paris
Site Internet : www.vuibert.fr

Sommaire

Préface	5
Avant-Propos	9
Chapitre 1. Capitalisme et libéralisme: adaptation ou transformation?	13
Œuvres chroniquées.....	15
Chapitre 2. Économie monétaire: monétarisme ou keynésianisme?	47
Œuvres chroniquées.....	49
Chapitre 3. Économie financière: financiarisation ou industrialisation?	67
Œuvres chroniquées.....	69
Chapitre 4. Économie industrielle: désindustrialisation ou réindustrialisation?	99
Œuvres chroniquées.....	101
Chapitre 5. Management: micro- ou hyperentreprise?	119
Œuvres chroniquées.....	121
Chapitre 6. Transitions énergétique et écologique: impacts positifs ou négatifs?	145
Œuvres chroniquées.....	147
Chapitre 7. Économie numérique: maîtrisée ou libérée?	169
Œuvres chroniquées.....	171
Chapitre 8. Économie française: déclin ou renaissance?	195
Œuvres chroniquées.....	197
Chapitre 9. Économie européenne et économie mondiale: avancées ou reculs?	219
Œuvres chroniquées.....	221
Chapitre 10. Épistémologie de l'économie: <i>homo oeconomicus</i> ou <i>homo strategicus</i>?	247
Œuvres chroniquées.....	249
Postface	267
Remerciements	269
Les auteurs	271

Préface

Ce 27^e ouvrage de la collection Turgot rend hommage au célèbre contrôleur des finances de Louis XVI, qui a inspiré le titre du Prix littéraire fondé en 1987 par les anciens élèves et les élèves de l'Institut de Haute Finance (AEEIHFI). Le prix Turgot récompense chaque année les meilleurs livres francophones d'économie financière par des prix décernés sous le haut patronage du ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique.

Cette anthologie, proposée sous la direction de Jean-Louis Chambon et Jean-Jacques Pluchart, présente une revue critique des ouvrages publiés par des économistes, des entrepreneurs et des dirigeants d'entreprise, des experts et des observateurs avisés, au cours des sept dernières années. Des années qui ont été marquées par une exceptionnelle succession d'événements et de transformations structurelles de natures monétaire, financière, industrielle, écologique et énergétique.

Les dernières crises ont en effet révélé la portée, les limites et les fragilités de la mondialisation des ressources et des produits, de la désindustrialisation des économies des pays avancés, de la financiarisation de l'économie réelle, de la monétisation des dettes publiques et privées, des défauts de la régulation des institutions financières – en particulier, mais pas exclusivement –, du *shadow banking* (système bancaire parallèle) et des marchés des cryptomonnaies... Ces chocs endogènes et exogènes ont rappelé l'urgence de procéder à une meilleure adaptation de l'économie financière à l'économie réelle, à un financement plus efficient des investissements productifs, à une harmonisation des performances financières et de la recherche du bien commun, à une intensification des efforts en faveur de la protection de l'environnement et d'une élimination progressive de la consommation d'énergies fossiles. Dans tous les domaines, les règles de prudence apparaissent plus importantes que jamais. Cet ouvrage montre également que nombreux sont les auteurs qui revisitent audacieusement les théories économiques et préconisent leur réforme ou leur reconstruction.

Pour autant, cette revue raisonnée des ouvrages d'économie publiés depuis 2016 ne réunit pas que les réflexions d'économistes, d'acteurs expérimentés et d'observateurs avisés sur les réactions des gouvernants et des gestionnaires de l'État et des entreprises face aux crises contemporaines. Elle contribue

également à faire revivre la pensée d'Anne Robert Jacques Turgot et à en montrer le caractère toujours actuel. Comme Turgot, les auteurs cités dans cet ouvrage se livrent à des diagnostics approfondis et proposent des programmes souvent ambitieux visant à réformer ou à refonder les grands systèmes économiques. Comme Turgot, les auteurs cités dans ce livre s'efforcent de lever certaines contradictions, notamment sur le rôle de l'État et sur les limites des dépenses publiques. Turgot n'écrivait-il pas qu'en cas de crise, il fallait parfois « oublier la doctrine » et « apporter secours aux plus démunis et accélérer les travaux publics [...] »¹ ? Comme les principaux mémoires de Turgot, cette recension compare les réflexions échangées dans les différents domaines de la pensée économique.

Condorcet n'estimait-il pas que « toutes les opinions de Turgot forment un système également vaste et enchaîné dans toutes ses parties »² ? Les auteurs de cet ouvrage se sont attachés à alterner des chroniques sur des traités théoriques et des livres pratiques. John Stuart Mill ne soutenait-il pas que « Turgot est l'exemple le plus remarquable d'un homme qui joint l'esprit philosophique et la poursuite d'une vie active »³ ? Les ouvrages chroniqués montrent comment s'opère actuellement la migration du principe d'utilité à la base de l'économie néoclassique vers le bien commun et la protection de la nature. Condorcet rappelle avec force que, selon Turgot, « tout doit tendre non à la plus juste utilité de la société, principe vague et source profonde de mauvaises lois, mais au maintien de la jouissance des droits naturels ». C'est sa profonde originalité par rapport à John Stuart Mill, qui était son contemporain, et à l'utilitarisme anglais.

Encore faut-il que l'économie permette cette jouissance des droits naturels. Dans la période présente qui est si exigeante pour les finances publiques et dans laquelle notre pays doit prendre des décisions difficiles, je ne peux manquer de citer une fois encore Turgot : « On demande sur quoi retrancher, et chaque ordonnateur dans sa partie soutiendra que presque toutes les dépenses particulières sont indispensables. Ils peuvent dire de fort bonnes raisons ; mais comme il n'y en a point pour faire ce qui est impossible, il faut que toutes ces raisons cèdent à la nécessité absolue de l'économie. »

Cet ouvrage me permet aussi de remercier les remarquables personnalités siégeant dans le jury du prix Turgot, que j'ai l'honneur de présider, et les

1 Turgot [8 mai 1775], « Circulaire aux Intendants », dans *Œuvres*, éditions Schelle, 1775, t. IV, p. 514-515.

2 Condorcet [1786], *Vie de Monsieur Turgot*, Paris, éditions ADER, 1997.

3 John Stuart Mill [1836], *On the Definition of Political Economy [collected works]*, University of Toronto Press, Routledge & Kegan Paul, 1967, vol. 4, p. 335.

anciens élèves de l'IHFI composant le comité de présélection du Prix, qui perpétuent la grande tradition des salons littéraires du XVIII^e siècle, que fréquentait Turgot.

Jean-Claude Trichet
Ancien président
de la Banque centrale européenne
Président de l'Académie
des sciences morales et politiques

Avant-Propos

Cette revue de la littérature économique francophone couvre la période de 2016 à 2022, qui a été marquée par une succession de crises financières (la montée de l'endettement après les crises des *subprimes* et de la dette grecque), politique (le choc du Brexit), sanitaire (le collapse de la pandémie), énergétique (la guerre en Ukraine) et climatiques (les catastrophes naturelles « attribuées » au réchauffement climatique). La non-anticipation de ces « cygnes noirs »⁴ s'est conjuguée à l'incertitude attachée aux « cygnes verts et bruns » menaçant les changements structurels engagés depuis les années 2000, comme la désindustrialisation de l'Europe (notamment, de la France), les avancées de l'intelligence artificielle et du *big data*, la pression des impératifs du développement durable et de la responsabilité sociale des entreprises, les attermoissements de la transition énergétique et la montée des populismes dans les pays occidentaux. Cet enchaînement de facteurs structurels et d'événements conjoncturels a provoqué une certaine perte de repères parmi les acteurs et les observateurs de la vie économique, qui s'est traduite par un redoublement de leurs interrogations et de leurs propositions de révision de certains paradigmes économiques.

La visée de l'ouvrage

Bien que présentée par domaines, cette recension des ouvrages francophones d'économie et de management se prête à plusieurs grilles de lecture. Les dernières crises qui ont frappé l'économie mondiale constituent des « chocs exogènes » qui ont perturbé les processus engagés depuis le tournant du siècle dans le cadre des transitions énergétique, écologique et technologique, mais aussi monétaire, financière et industrielle. Dans tous ces domaines, ces « chocs » ont engendré une complexité croissante des phénomènes économiques et sociaux. C'est pourquoi l'application de la « méthode » conçue par Edgar Morin⁵ permet de mieux déchiffrer leurs causes et leurs effets, car elle repose sur des approches à la fois systémique (le tout est plus que la somme des parties), dialogique (les parties interagissent entre elles), récursive (l'effet

4 Nissim Taleb, *Le Cygne noir – La puissance de l'imprévisible*, Les Belles Lettres, 2012.

5 Edgar Morin, *La Méthode*, Seuil, coll. « Opus », 2008.

agit sur la cause) et hologrammatique (le tout est lui-même dans chaque partie).

Les 10 chapitres de cet ouvrage peuvent ainsi faire l'objet de lectures séparées ou de lectures croisées, suivant la logique de la « méthode » conçue par Edgar Morin. En effet, dans chaque domaine (ou « partie ») de l'économie, les approches des formes *a priori* de la sensibilité des observateurs (Kant, 1781)⁶ – c'est-à-dire leurs perceptions de l'espace et du temps – ont été modifiées ou perturbées au cours de la dernière décennie.

Dans l'espace, les mouvements de globalisation des ressources, de mondialisation des échanges, de délocalisation des industries et d'universalisation des pratiques ont été contrariés ou partiellement inversés. La perception de l'espace a été brouillée par les effets conjugués du développement de plus en plus rapide des systèmes productifs robotisés, des écosystèmes industriels relocalisés, des plateformes de services en ligne et des réseaux sociaux insuffisamment encadrés. Dans le même temps, la géopolitique des pays régis par un capitalisme autoritaire ou démocratique a été modifiée depuis la guerre en Ukraine.

Dans le temps, la croissance économique des pays occidentaux a été ralentie sous les effets de la crise financière de 2008, de la crise pandémique et de l'inflation des prix des matières premières et de l'énergie. Les mouvements en faveur d'une « croissance verte » ou d'une « décroissance économique » ont été réactivés. Les acteurs de l'économie, et plus encore de la finance, ont été soumis à des temporalités de plus en plus contradictoires. Face à l'inconnu, les gouvernants, les managers et les investisseurs ont été confrontés à une « confusion entre horizons », étant partagés entre performance immédiate et soutenabilité à long terme. La recherche de profit à court terme et la gouvernance actionnariale des entreprises rivalisent désormais avec des objectifs de performances extra-financières et une gouvernance plus partenariale. Dans le même temps, les pouvoirs publics ont dû réagir dans l'urgence face aux crises, tandis que l'impératif du développement durable a exigé des anticipations intergénérationnelles de plus en plus ambitieuses. Ces perceptions contradictoires de l'espace et du temps ont modifié les rôles et les comportements des trois grands acteurs de l'économie : l'État, l'entreprise et la société civile (Perroux, 1961)⁷. Les processus de « managérialisation de l'État et d'institutionnalisation de l'entreprise » (Martinet, 2022)⁸, engagés depuis les années 1990, ont été notamment perturbés par les crises. De nouvelles « injonctions paradoxales » entre l'État et les entre-

6 Emmanuel Kant [1781], *Critique de la raison pure*, PUF, 1787.

7 François Perroux, *L'Économie du XX^e siècle*, PUF, 1961.

8 Alain Charles Martinet, *Homo strategicus*, EMS éditions, 2022.

prises, mais aussi entre les citoyens, les consommateurs et les épargnants, sont ainsi apparues.

Les politiques de nouveau management public (NPM) favorables à la privatisation ou à la « managérialisation » des services publics, qui avaient été engagées en réaction contre l'État providence mis en place dans l'après-guerre, ont dû être révisées face à l'urgence des mesures d'accompagnement des entreprises et des populations les plus vulnérables. Le débat a été relancé entre les keynésiens favorables au retour de l'État providence et les néolibéraux attachés à l'instauration d'un État régulateur.

Les dernières crises ont parallèlement contribué à étendre les missions d'intérêt général des entreprises, en leur imposant de nouvelles réglementations et référentiels environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), qui les ont contraintes à mieux responsabiliser, planifier et partager leur création de valeur afin de contribuer au bien commun.

La structure et les comportements de la société civile occidentale ont été influencés par une atomisation de la production et une personnalisation de la consommation, favorisées par le travail à distance et la livraison à domicile. La généralisation des transactions en ligne et les mesures de confinement au cours de la pandémie ont encouragé l'émergence d'une « société de contrôle » et creusé la fracture numérique entre les générations. La création monétaire « *whatever it takes* » et la politique du « taux zéro » pratiquées par les banques centrales après la crise de 2008 ont amplifié les inégalités de revenus et de patrimoines entre les groupes sociaux et favorisé les mouvements populistes et les actions en faveur de la justice et de l'inclusion sociale.

La composition de l'ouvrage

Ce volume fait suite au livre rédigé par les deux mêmes auteurs et édité également par Vuibert en janvier 2017 sous le titre *La Pensée économique française*, qui couvrait les ouvrages publiés depuis 1987, date de la création du prix Turgot décerné chaque année aux meilleurs livres d'économie financière. Ce second volume couvre la période de 2016 à 2022, au cours de laquelle plus de 1 000 ouvrages économiques francophones ont été consultés par les membres du comité de présélection du prix Turgot⁹. Près de 500 ont fait l'objet de chroniques, dont plus de 200 ont été réunies dans ce volume et 58 ont reçu un des prix Turgot. Les ouvrages chroniqués représentent environ 58 000 pages.

Bien que présentant la forme d'un guide pratique de lecture, cet ouvrage est davantage une « anthologie de morceaux choisis » exprimant les perceptions

9 Voir remerciements.

et les projections de leurs auteurs face aux récents changements économiques et sociaux. Les livres chroniqués sont publiés (quelques-uns sont traduits) en langue française. Ils présentent des formes variées : mémentos, traités historiques ou pédagogiques, analyses critiques, études de cas, *storytellings*... (à l'exclusion des ouvrages d'enseignement ou de recherche, guides pratiques et œuvres de fiction). Cette anthologie est structurée en 10 chapitres traitant les thèmes génériques des sciences économiques et du management : les grands systèmes économiques, l'économie monétaire, l'économie financière, l'économie industrielle, le management des organisations, les économies de l'énergie et de l'écologie, l'économie numérique, l'économie française, les économies européenne et internationale, l'épistémologie de l'économie. Chaque chapitre est introduit par une synthèse des problématiques soulevées par les livres chroniqués et par une mise en lumière de leurs originalités. Chaque chronique résume le livre, exprime un avis sur son fond et sa forme, et rappelle brièvement la biographie de son ou ses auteurs. Cet ouvrage présente une galerie de représentations de la vie économique qui ont été exprimées par ses acteurs les plus expérimentés et ses observateurs les plus avisés. La sélection des livres chroniqués a été dictée par l'authenticité et l'originalité des réflexions et des témoignages restitués par leurs auteurs. Ces derniers présentent des profils différents selon les thèmes traités : les chercheurs dominent logiquement les domaines les plus théorisés, comme ceux de l'économie capitaliste et libérale et de l'épistémologie économique ; les chercheurs, les experts (parfois « contrariants ») et les praticiens se partagent les champs des économies monétaire et financière, industrielle, française et internationale ; les experts et les décideurs publient plutôt dans les disciplines du management, de l'énergie, de l'écologie et des technologies numériques.

Par l'étendue des champs couverts par ces chroniques, par l'actualité des problématiques abordées et la diversité des profils des auteurs cités, cette anthologie constitue un outil exceptionnel au service de la connaissance et de la culture économiques des Français.

CHAPITRE 1

Capitalisme et libéralisme : adaptation ou transformation ?

Depuis les dernières crises, le capitalisme et le libéralisme constituent les terrains privilégiés des réflexions des économistes et des sociologues, notamment des plus réputés d'entre eux. D'aucuns ont mis à profit la période du Covid pour se livrer à des analyses critiques et proposer des solutions aux nombreuses problématiques soulevées par la mutation des grands systèmes économiques contemporains (Artus, Pastré, 2019 ; Boyer, 2020 ; Morin, 2020). Mais la diversité de leurs approches rend difficile toute synthèse, car elles sont traversées par des oppositions entre néolibéralisme et « illibéralisme », capitalisme libéral et capitalisme autoritaire, mondialisation et démondialisation, État providence et État régulateur, fédéralisme et souverainisme... L'opposition historique entre les partisans de Milton Friedman et de John Maynard Keynes transparait dans certains ouvrages. Cette fragmentation est illustrée par les qualificatifs éclectiques attribués au capitalisme : financier (Benquet, Bourgeron, 2021), industriel (Gaffard *et al.*, 2021), polysémique (Pluchart, 2016), hyper (Cotta, 2018), micro (Oliveau, 2017), symbiotique (Delannoy, 2017), obsolète (Corneo, 2018), addictif (Pharo, 2018), dépassé (Corneo, 2019), sans capital (Haskel, Westlake, 2019), généré (Bessière, Gollac, 2020), sans rival (Milanovic, 2020), liquide (Martinet, 2022, chap. 10), moralisé (Gréau, 2020)... La même exubérance sémantique est observée dans le domaine du management des organisations (voir chapitre 5).

Toutefois, bien que divisés, la plupart des économistes et des sociologues s'efforcent de trouver un sens aux mutations du capitalisme, du libéralisme et de la mondialisation, et tous préconisent leur révision ou leur refondation. Ils étayent leurs argumentations par des rétrospectives historiques (Tirole, 2016 ; Blancheton, 2018 ; Lemerrier, 2022 ; Pautet, 2022), des comparaisons géopolitiques (Pluchart, 2016) et des références littéraires (Vargas Llosa, 2021). Ils sont unanimes à défendre le bien-fondé des

luttons contre les inégalités économiques et sociales, avec pour principaux inspirateurs Milanovic (2020), Piketty (2019), Haskel et Westlake (2019), Pautet (2022), Coatanlem et de Lecea (2022).

Au-delà de ces fondamentaux, les auteurs adoptent globalement trois types d'approches de cette thématique : les premiers recherchent une synthèse entre l'économie, le social et l'écologique ; les deuxièmes prônent une meilleure régulation des marchés ; les troisièmes proposent des solutions alternatives au capitalisme qui s'avèrent parfois radicales.

Une majorité d'auteurs recherche une synthèse entre le maintien d'un capitalisme encadré, d'une économie de marché régulée, d'un néolibéralisme réglementé, d'une mondialisation maîtrisée, de la protection nécessaire de l'environnement et du développement inévitable de l'économie numérique. Ils sont toutefois partagés sur les principaux leviers de cette consolidation : la poursuite du bien commun (Tirole, 2016), l'humanisation des comportements des acteurs (Baverez, 2016), la restauration des valeurs sociales (Landier, Thesmar, 2022), l'apprentissage d'une sagesse économique et sociale (Ferry, Bouzou, 2019), le retour à un certain patriotisme économique (de Boisseu, Chesneau, 2019).

Plusieurs économistes préconisent des mesures plus ciblées visant à restaurer les équilibres économiques (Schwengler, 2016), à encadrer la mondialisation (Cotta, 2018 ; Defarges, 2018), à assurer une meilleure régulation des marchés (Eckert, Covar, 2016), à promouvoir un microcapitalisme (Oliveau, 2017), à redéfinir les rôles respectifs de l'État et de l'entreprise (Saint-Étienne, 2020 ; Benquet, Bourgeron, 2021).

Enfin, plusieurs auteurs avancent des formes de capitalisme alternatif soit « symbiotiques » (Delannoy, 2017), soit régénérées par une désintoxication des citoyens-consommateurs (Pharo, 2018), soit encore inspirées du capitalisme singapourien (Estival, 2020) ou islamique (Arif, 2016). Plusieurs économistes « atterrés » et/ou « décroissants » ont imaginé des constructions encore plus audacieuses (voir chapitre 6).

Œuvres chroniquées

ÉCONOMIE DU BIEN COMMUN.....	17
Jean Tirole, Éditions PUF, 2016, 672 pages	
DE QUOI LE CAPITALISME EST-IL LE NOM ? – Métamorphoses du capitalisme	18
Jean-Jacques Pluchart, Éditions Maxima, 2016, 268 pages	
REPENSER LE MODÈLE SOCIAL – 8 nouvelles questions d'économie	19
Philippe Askenazy, Daniel Cohen, Claudia Senik, Albin Michel, coll. « Économiques 4 », 2017, 464 pages	
LES OBJECTIFS DE LA RÉGULATION ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE.....	20
Gabriel Eckert, Jean-Philippe Kovar (dir.), Éditions L'Harmattan, 2016, 278 pages	
DANSER SUR UN VOLCAN.....	21
Nicolas Baverez, Éditions Albin Michel, 2016, 256 pages	
L'ISLAM ET LE CAPITALISME.....	22
Danyal Arif, Éditions L'Harmattan, 2016, 180 pages	
DE L'INFLATION À LA DETTE PUBLIQUE – Analyse des discours politiques	23
Bernard Schwengler, Éditions L'Harmattan, 2016, 196 pages	
L'ÉCONOMIE SYMBIOTIQUE – Régénérer la planète, l'économie et la société.....	24
Isabelle Delannoy, Éditions Actes Sud, 2017, 338 pages	
MICROCAPITALISME – Vers un nouveau pacte social.....	25
François-Xavier Oliveau, Éditions PUF, 2017, 214 pages	
L'HYPERCAPITALISME MONDIAL	26
Alain Cotta, Éditions Odile Jacob, 2018, 208 pages	
LA TENTATION DU REPLI – Mondialisation, démondialisation (xv ^e -xxi ^e siècles).....	27
Philippe Moreau Defarges, Éditions Odile Jacob, 2018, 243 pages	
LE CAPITALISME ADDICTIF.....	28
Patrick Pharo, Éditions PUF, 2018, 320 pages	
LE CAPITALISME A-T-IL FAIT SON TEMPS? Un voyage à travers les systèmes économiques alternatifs	29
Giacomo Corneo, Éditions Markus Haller, 2019, 392 pages	

SAGESSE ET FOLIE DU MONDE QUI VIENT – Comment s’y préparer, comment y préparer nos enfants?	30
Luc Ferry, Nicolas Bouzou, Éditions X, 2019, 427 pages	
LE CAPITALISME SANS CAPITAL	31
Jonathan Haskel, Stian Westlake, Éditions PUF, 2019, 368 pages	
L’ÉCONOMIE POST-COVID	32
Patrick Artus, Olivier Pastré, Éditions Fayard, 2019, 125 pages	
L’APPEL DE LA TRIBU.....	33
Mario Vargas Llosa, Éditions Gallimard, 2021, 241 pages	
LE PRIX DE NOS VALEURS.....	34
Augustin Landier, David Thesmar, Éditions Flammarion, 2022, 272 pages	
LES GLOBALISTES – Une histoire intellectuelle du néolibéralisme	35
Quinn Slobodian, Éditions du Seuil, 2022, 396 pages	
LE PATRIOTISME ÉCONOMIQUE A-T-IL UN SENS AUJOURD’HUI?	36
Christian de Boissieu, Dominique Chesneau (dir.), préface de Jean-Claude Trichet, Éditions Maxima, 2020, 222 pages	
CHANGEONS DE VOIE – Les leçons du coronavirus.....	37
Edgar Morin, Éditions Denoël, 2020, 160 pages	
LE GENRE DU CAPITAL – Comment la famille reproduit les inégalités	38
Céline Bessière, Sibylle Gollac, Éditions La Découverte, 2020, 336 pages	
LES CAPITALISMES À L’ÉPREUVE DE LA PANDÉMIE.....	39
Robert Boyer, Éditions Sciences humaines, 2020, 200 pages	
LE LIBÉRALISME ÉCONOMIQUE AU MILIEU DES TEMPÊTES	40
Jean-Pierre Estival, Éditions L’Harmattan, 2020, 240 pages	
LE SECRET NÉOLIBÉRAL	41
Jean-Luc Gréau, Éditions Gallimard, 2020, 156 pages	
LE CAPITALISME, SANS RIVAL	42
Branko Milanovic, Éditions La Découverte, 2020, 300 pages	
LE LIBÉRALISME STRATÈGE CONTRE LE CHAOS DU MONDE	43
Christian Saint-Étienne, Éditions Odile Jacob, 2020, 192 pages	
SOCIOLOGIE HISTORIQUE DU CAPITALISME	44
Pierre François, Claire Lemerrier, Éditions La Découverte, 2022, 428 pages	
LES DÉFIS DU CAPITALISME – Comprendre l’économie du xxi ^e siècle	45
Arnaud Pautet, Éditions Dunod, 2022, 249 pages	
LE CAPITALISME CONTRE LES INÉGALITÉS.....	46
Yann Coatanlem, Antonio de Lecea, Éditions PUF, 2022, 505 pages	

Économie du bien commun

Jean Tirole

Éditions PUF, 2016, 672 pages

L'auteur constate que le champ de la décision publique ne cesse de se restreindre. Les appareils judiciaires et les autorités de régulation sont indépendants du pouvoir politique. Les gouvernements se montrent largement impuissants à résorber le chômage, à traiter les crises financières, à protéger l'environnement, à intégrer le marché européen, à accueillir les migrants... «Le traitement du monde comme une marchandise» suscite de plus en plus d'interrogations de la part des opinions publiques sur la préservation des «biens communs». Ces derniers recouvrent la planète, l'eau, l'air, la biodiversité, le patrimoine, la connaissance... La notion de biens communs est toutefois subjective, car elle dépend des désirs de chacun, plutôt orientés vers le travail ou les loisirs, la consommation ou la solidarité, la laïcité ou la religion... Afin d'écarter «ce voile d'ignorance», Jean Tirole invite chacun à appliquer une méthode initiée au XVIII^e siècle par Thomas Hobbes et John Locke, consistant à imaginer l'organisation de la société dans laquelle on aimerait vivre et la position que l'on souhaiterait y occuper. L'auteur montre que les citoyens – quels que soient leurs statuts sociaux et leurs métiers – sont soumis à un nombre croissant d'incitations émises par les diverses institutions de l'économie de marché. Ces incitations doivent être au service du bien commun grâce à un encadrement de ses usages privatifs.

Jean Tirole constate que la science économique n'a pas pour objet de hiérarchiser les biens communs, mais plutôt de montrer les enjeux attachés à leur préservation et de construire les outils permettant de mieux les gérer. Elle est donc au service d'une gouvernance des biens communs intermédiaire entre le «Tout-État» et le «Tout-marché».

Jean Tirole est prix Nobel d'économie.

Mots-clés : bien commun, solidarité, sciences économiques.

De quoi le capitalisme est-il le nom ?

Métamorphoses du capitalisme

Jean-Jacques Pluchart

Éditions Maxima, 2016, 268 pages

Depuis le tournant du ^{xxi}e siècle, la recherche d'un nouveau modèle de société a donné lieu à des débats animés sur les alternatives possibles au capitalisme libéral anglo-saxon. La plupart des ouvrages et des articles consacrés à ce sujet s'attachent à en dénoncer les dérives et à explorer de nouvelles voies, mais ils véhiculent parfois des idées reçues et propagent des mythes. Ce livre s'attache à décrire les caractères polymorphe et dynamique du capitalisme : agricole, industriel, managérial, salarial, coopératif, social, postmoderne (capitalisme 3.0). Il observe ses mutations entraînées par les trois révolutions industrielles. Il décline ses modulations géographiques : les modèles anglo-saxons, européens continentaux, orientaux, asiatiques, africains...

L'auteur encourage le lecteur à s'abstraire de la pensée unique engendrée par « l'incapacité de l'homme moderne à penser l'économie comme autre chose qu'une technique de l'action ». « Cette exploration des multiples théories qui ont tenté d'expliquer puis d'encadrer le fonctionnement du capitalisme » vient confirmer la pertinence du message de Schumpeter, qui soulignait l'importance de croiser les disciplines.

Cet ouvrage répond à l'impératif schumpétérien par son approche synthétique et sa richesse conceptuelle. Il initie une réflexion sur la question : où situer les limites entre accumulation et répartition, État et marché, utopies et réalités, globalisation et souverainisme, idéologie et technologie, numérisation et humanisation ?

Jean-Jacques Pluchart est professeur émérite à l'université Paris I et lauréat du prix Turgot en 2001.

Mots-clés : capitalisme, libéralisme, souverainisme.

Repenser le modèle social

8 nouvelles questions d'économie

Philippe Askenazy, Daniel Cohen, Claudia Senik

Albin Michel, coll. « Économiques 4 », 2017, 464 pages

« Échoue rapidement et apprend vite ! »

Cet ouvrage traite les grands thèmes de la qualité du travail, de la qualité de vie et de la pertinence de l'organisation, appliqués aux secteurs essentiels susceptibles d'accompagner la refonte de notre modèle social et d'une manière plus générale la réforme de notre pays.

Au-delà d'un survol panoramique, il propose des actions pragmatiques touchant la collectivité autant que chaque citoyen. Une large part de l'ouvrage bat en brèche des idées reçues et autres intuitions sur l'égalité professionnelle homme/femme, la discrimination à l'embauche, etc., pour se polariser sur les causes fondamentales des inégalités. Distinguer les causes et en mesurer l'importance relative, voilà un des fils rouges de cet essai fondé sur la pertinence d'un diagnostic.

Le ton de l'ouvrage élève le niveau d'intérêt et de curiosité de cette somme d'une grande précision et d'un remarquable pragmatisme. À l'instar des inégalités, peu de questions ont été autant analysées avec cette profondeur dans ses processus discriminants. Une des rares recensions du phénomène appliqué à la France. Pas de « tabula rasa », mais un travail bâti comme une quête voltairienne documentaire.

Philippe Askenazy, Daniel Cohen et Claudia Senik sont membres du Cercle des économistes.

Mots-clés : modèle social, égalité, discrimination.

Les objectifs de la régulation économique et financière

Gabriel Eckert, Jean-Philippe Kovar (dir.)

Éditions L'Harmattan, 2016, 278 pages

Le choix du sujet de cet ouvrage collectif procède de l'idée que les buts de la régulation économique et financière orientent le droit de la régulation, expliquant son caractère téléologique. Or, les objectifs de la régulation ont considérablement évolué depuis plusieurs décennies. L'objectif traditionnel de la construction de marchés concurrentiels dans des secteurs anciennement sous monopole ou fortement réglementés est complété par de nouveaux objectifs extra-concurrentiels (protection des consommateurs, sécurité des approvisionnements énergétiques, aménagement du territoire, préservation de l'environnement...). La diversité des buts assignés aux régulateurs par le législateur national ou européen oblige ces autorités à opérer une conciliation des objectifs, à la place du pouvoir politique, au risque de dénaturer leurs fonctions. La poursuite par une même autorité de la régulation d'une pluralité d'objectifs – parfois contradictoires – pose la question de la prévention et de la résolution des conflits d'objectifs et d'intérêts. Enfin, l'étude des finalités de la régulation économique et financière conduit à s'interroger sur les moyens à la disposition des régulateurs pour les réaliser.

L'ouvrage est organisé en quatre parties qui portent, respectivement, sur la définition, l'évolution, l'articulation et la réalisation des objectifs de la régulation. Il soulève des questions légitimes – mais parfois troublantes – sur le sens de l'évolution du droit.

Gabriel Eckert a dirigé Sciences-Po Strasbourg. Jean-Philippe Kovar est professeur de droit public.

Mots-clés : régulation, concurrence, conflits d'intérêts.

Danser sur un volcan

Nicolas Baverez

Éditions Albin Michel, 2016, 256 pages

Nicolas Baverez pose des questions sociétales et géopolitiques en proclamant, de façon péremptoire, que « l'humanité n'a eu que deux choix : l'effondrement ou l'adaptation aux révolutions en cours dans un monde où l'Occident, qui a perdu le monopole du leadership, doit se réinventer ». Son essai est dans la lignée de ses livres précédents : *Les Trente piteuses* et *La France qui tombe*. Contrairement à Jean-Paul Betbeze qui annonce que « les solutions sont sur la table » et qu'il n'y a plus qu'à faire le bon choix, Nicolas Baverez prédit des catastrophes. S'il s'agit de faire face aux difficultés actuelles par une pédagogie musclée, l'exercice est réussi. Mais en y regardant de plus près, force est de constater que sa thèse est malheureusement valide, et que de nombreux autres ouvrages récents défendent plus ou moins les mêmes idées.

L'auteur évoque en introduction « le risque France » et le « réveil menaçant des nations et des religions ». Il étaye solidement son constat par des arguments sociologiques, politiques et économiques. Il développe les thèmes du « retour de la guerre », de « la mondialisation de la terreur », de « la radicalisation des conflits et de la fin des compromis » et « des métamorphoses des capitalismes ». S'appuyant sur des travaux académiques, il conclut qu'en raison de son polymorphisme, le capitalisme demeure plus pérenne que tout autre système. Néanmoins, son exposition à « la sagesse ou à la folie de nos dirigeants est purement et simplement le reflet de notre propre sagesse ou de notre propre folie ».

Ce constat lui permet d'entrevoir des espoirs pour le xx^e siècle. Au « fanatisme de nationalité », il vient de substituer un « fanatisme de l'humanité » qui demeure le meilleur antidote aux crises, aux révolutions et aux guerres du xx^e siècle.

Nicolas Baverez est historien et éditorialiste au *Point* et au *Figaro*.

Mots-clés : capitalisme, Occident, risque.

L'islam et le capitalisme

Ahmed Danyal Arif

Éditions L'Harmattan, 2016, 180 pages

L'auteur présente une vision idéalisée du capitalisme islamique. Les principes appliqués par les pays musulmans sont issus du Coran et de la Sunna (tradition écrite). Ils s'inscrivent dans un cadre légal fondé sur le droit de propriété et la liberté des échanges, comme le capitalisme occidental. Mais, contrairement à ce dernier, ils régissent à la fois les activités économiques, les relations sociales et la morale religieuse. Ils donnent toutefois lieu à diverses interprétations selon les courants de l'islam. Ils autorisent l'accumulation de richesses, mais corrigent les inégalités par l'exercice du don, la Zakât (qui signifie abondance et croissance). Cette dernière est une contribution annuelle à l'État, redistribuée aux plus pauvres et fixée à 2,5 % de l'ensemble du patrimoine détenu par chaque famille imposable sur le revenu. Son taux varie selon les pays et les circonstances. Elle n'est pas présentée comme un impôt mais comme un acte de soumission à Dieu, un exercice moral et un geste au service de la nation. Le rejet de la démesure (*ubris*) et la condamnation du prêt à intérêt (*riba*) traduisent un rapport à l'argent de la plupart des musulmans, différent de celui des laïcs occidentaux et asiatiques. La tradition perçoit l'entreprise plutôt comme un projet collectif que comme un centre de profit et privilégie la forme de la coopérative à celle de la société anonyme.

L'auteur montre bien que la gouvernance des institutions prônée par l'islam repose sur un esprit de solidarité qui l'apparente à la gouvernance partenariale. La loi islamique confie à l'État la mission de concilier la liberté de chacun, le bien-être et le salut de tous. L'exercice de cette mission est plus ou moins rigoureux selon le régime (royauté ou république) et le courant religieux au pouvoir. Sous les régimes les plus démocratiques, la pratique d'autres religions que l'islam est tolérée, tandis que sous une quinzaine de régimes islamiques, la charia est appliquée à tous.

Ahmed Danyal Arif est fonctionnaire et spécialiste de l'économie islamique.

Mots-clés : capitalisme, islam, famille.

De l'inflation à la dette publique

Analyse des discours politiques

Bernard Schwengler

Éditions L'Harmattan, 2016, 196 pages

Ce livre propose une exégèse des choix politiques en matière de finances publiques de la fin des années 1940 à nos jours. L'auteur met en perspective les conjonctures économiques et réglementaires, les discours politiques et les faits pour éclairer les véritables facteurs de causalité de l'augmentation de la dette. Après la Seconde Guerre mondiale, l'application des principes et outils keynésiens visait à contenir l'inflation tout en appliquant des plans de relance et d'expansion. Cela a permis d'atteindre un déficit moyen quasi nul entre 1949 et 1980. Mais 1981 a signé l'apparition d'un déficit public de 2,2 % du PIB, déficit qui s'est pérennisé. Initialement couvert par des avances de la Banque de France, il a été financé à partir de 1984 par des émissions de titres sur les marchés, dans le cadre d'une stratégie de désinflation. Ce changement a ouvert une longue période de faible inflation avec en parallèle une dette publique passant de 21 % à 96 % du PIB. Pendant cette période, le discours politique a condamné un tel niveau d'endettement qui est « une grave menace pour notre indépendance, notre croissance économique, et empoisonne les générations futures ». Cependant, les mêmes dirigeants ont soutenu un discours prodéficit méprisant l'orthodoxie budgétaire. Entre 1985 et 2005, environ 40 % de l'augmentation de la dette était due aux taux d'intérêt élevés, tandis qu'à partir de 2005 la hausse de la dette publique provient des déficits primaires. Une politique budgétaire saine comprend une phase de dépenses en bas de cycle et une période d'économies et de hausse d'impôts pour résorber la dette dans les périodes favorables. Or, nos dirigeants ne mettent pas en œuvre cette étape vertueuse du cycle, car leur souci est avant tout de répondre aux attentes de leurs électeurs.

L'auteur montre que depuis 2008, face à des règles plus contraignantes, les dirigeants nationaux cherchent à négocier avec les instances réglementaires européennes des reports de mise en conformité qui ne sont jamais respectés.

Bernard Schwengler est professeur, docteur en science politique et agrégé de sciences sociales.

Mots-clés : inflation, dette, budget.

L'économie symbiotique

Régénérer la planète, l'économie et la société

Isabelle Delannoy

Éditions Actes Sud, 2017, 338 pages

Selon le rapport Meadows (1972), la poursuite du rythme actuel des extractions de minerais conduirait à un effondrement inéluctable de nos économies. Après 45 ans, outre les menaces de pollution et de changement climatique, les échéances sont certaines, toutefois avec un répit d'un demi-siècle. Plutôt que de demander plus d'État ou plus de marché, ou de nous condamner à la décroissance, l'auteure propose une alternative formée par la symbiose d'économies régénératrices, d'abord agricoles puis industrielles, et d'une gestion productive de l'information. Elle cite l'exemple de la photosynthèse qui transforme l'énergie en matière et fixe le carbone. Elle évoque ces villes où des systèmes naturels à base de plantes ont remplacé des stations d'épurations chimiques et spendieuses.

Deux voies sont ensuite explorées. Les complémentarités en matière de récupération d'énergie et de matériaux génèrent des économies circulaires substantielles. Les échanges peuvent là aussi produire des économies avec des mutualisations de hardware, ou de software, dans une optique *open*. La mise en commun de ces ressources entraînerait une nouvelle logique d'accès aux équipements matériels, plutôt que leur possession. Il s'agirait de maîtriser les écosystèmes de cette « technosphère ». La gouvernance de ces communs devrait être adaptée en coopérative d'utilisateurs ou d'entrepreneurs. La visée de l'auteure est celle de l'écosystème social. C'est une conjonction synchrone des écosystèmes du vivant, techniques et sociaux, qui réaliseront la symbiose attendue.

L'auteure avance des concepts et des règles prometteurs. Regrettons toutefois que, pour organiser une transition vers cette nouvelle organisation « du possible », soutenue par des comportements vertueux indispensables, elle minimise les capacités financières à mobiliser et les barrières sociales à surmonter. Elle semble douter elle-même de leur généralisation dans nos sociétés déjà structurées.

Isabelle Delannoy est ingénieure agronome et dirige l'agence Do Green-économie symbiotique.

Mots-clés : technosphère, écosystème, gouvernance.

Microcapitalisme

Vers un nouveau pacte social

François-Xavier Oliveau

Éditions PUF, 2017, 214 pages

Lorsqu'un petit livre rouge paraît, on ne peut s'empêcher de l'associer à un illustre prédécesseur, d'autant plus s'il porte sur le capitalisme et même l'« ultra-capitalisme ». François-Xavier Oliveau inaugure la nouvelle collection lancée par les éditions PUF sous la direction de Gaspard Koenig. Le lecteur sera sans doute déconcerté, mais nullement déçu, par la mise en lumière de ce qu'est réellement l'économie dite « du partage » (comme Airbnb, BlaBlaCar...). L'acteur social – protagoniste du marché de concurrence pure et parfaite – rompt avec les règles des anciens modes de travail et devient maître de son activité. Avec les nouvelles technologies, il invalide la règle des trois unités du salariat : un métier défini et un temps spécifié dans un lieu dédié. Les conséquences sont radicales sur le marché du travail. Un exemple : la banque Goldman Sachs employait 600 *traders* actions en 2000 ; ils ne sont plus que deux.

François-Xavier Oliveau redéfinit une société microcapitaliste reposant sur un nouveau pacte social, où chacun est libre de gérer son temps et ses ressources. Grâce aux plateformes, une chambre, une voiture, un toit équipé de capteurs solaires deviennent des actifs que chacun peut valoriser. Il n'hésite pas à oser des analogies qui frappent : le système de répartition actuel des retraites serait assimilable à une pyramide de Ponzi ! Il s'agit bien d'un manifeste, mais argumenté, avec de vrais chiffres et des personnes réelles.

François-Xavier Oliveau accompagne les dirigeants d'entreprise. Diplômé de Centrale, Sciences-Po et Harvard, il contribue aux réflexions de *think tanks* sur les interactions entre technologie, entreprises et systèmes politiques.

Mots-clés : microcapitalisme, salariat, valeur.

La Pensée économique française : les nouveaux enjeux

Cet ouvrage réunit plus de 200 chroniques originales retraçant les publications économiques francophones entre 2016 et 2022. Cette période a été marquée par une succession de crises diverses : hausse de l'endettement, Brexit, pandémie, guerre en Ukraine... Elle reflète également des changements structurels : transition énergétique, généralisation des transactions en ligne, intelligence artificielle, montée du populisme...

Organisé en 10 chapitres thématiques, le livre traduit ces bouleversements. Il exprime et analyse les idées des auteurs les plus avisés et expérimentés face aux changements récents. Parmi les auteurs traités : Philippe Aghion, Patrick Artus, Emmanuel Combe, Daniel Cohen, Élie Cohen, Jean-Marc Daniel, Thomas Piketty, Jean Tirole...

Clair et accessible, ce livre constitue un outil exceptionnel au service de la connaissance et de la culture économique contemporaine. Il intéressera tout particulièrement les enseignants et les étudiants, ainsi que les dirigeants d'entreprise, d'administration publique et d'association.

Les auteurs :

Jean-Louis Chambon, Président-fondateur du Cercle Turgot, Président d'honneur du Prix Turgot* et de l'association des anciens élèves de l'Institut de Haute Finance.

Jean-Jacques Pluchart, Professeur émérite à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et animateur du club de présélection du Prix Turgot, dont le président du jury est **Jean-Claude Trichet**.

** Le Prix Turgot, créé en 1987, est décerné chaque année à Bercy aux meilleurs livres d'économie financière.*

ISBN : 978-2-311-41301-4



9 782311 413014 25 €

www.Vuibert.fr
